

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Lille, le (cf. date signature)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GALLOO FRANCE SA**

325 rue du Général Delestraint  
59580 Aniche

Références : V2/VH.2023.194  
Code AIOT : 0007004044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement GALLOO FRANCE SA implanté 325 rue du Général Delestraint BP 107 59580 Aniche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Conformément aux dispositions de l'article R.515-70 du code de l'environnement, les conditions d'autorisation d'exploiter des installations visées par les rubriques IED ainsi que les équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution doivent être réexaminées et, au besoin, actualisées dans un délai de 4 ans à compter de la publication des conclusions MTD relevant de la rubrique principale.

Compte tenu de la date de publication de la décision d'exécution (UE) 2018/1147, le 17 août 2018, l'échéance de mise en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets était le 17 août 2022.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation

et de la directive IED, qualifié dans le présent rapport "arrêté ministériel MTD WT", fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2018/1147 précitée.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel MTD WT du 17 décembre 2019.

Il est relevé qu'une partie de ces prescriptions, notamment celles sur la surveillance des effluents aqueux et gazeux, est reprise dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/12/2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO FRANCE SA
- 325 rue du Général Delestraint BP 107 59580 Aniche
- Code AIOT : 0007004044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les principales activités mises en oeuvre par la société GALLOO France sur son site d'ANICHE sont :

- Le broyage de métaux ferreux et d'alliages de résidus métalliques ferreux ;
- La dépollution, le démontage et le broyage des véhicules hors d'usages (VHU) ;
- La dépollution et le broyage de déchets d'équipements électriques (DEEE) de type gros blanc hors froid, tels que machines à laver, ... ;
- La collecte, le tri, le stockage et le broyage de métaux ferreux et non ferreux (aluminium, cuivre, zinc, inox, plomb, ...) ;
- L'entretien, la maintenance et la réparation des engins du site. Ces activités de travaux mécaniques se tiennent dans l'atelier de maintenance.

Le site dispose d'un broyeur de capacité moyenne de 50 t/h.

L'alimentation du broyeur se fait par des chargeuses (type pelle grappin). Les matières introduites (DEEE, VHU, métaux, ...) sont introduites par campagne séparée, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de broyage simultané de DEEE et de VHU.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3532 : valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour (traitement en broyeur...) sous le régime de l'autorisation ;

- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, sous le régime de l'autorisation ;

- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux, sous le régime de l'autorisation ;

- 2712-1 : installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage sous le régime de l'enregistrement ;

- 2713-1 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, sous le régime de l'enregistrement ;

L'activité du site est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire consolidé du 17 décembre 2021 complété par arrêté du 27 janvier 2022.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale BREF WT sur le contrôle du respect de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	MTD Générique	Arrêté préfectoral du 17/12/2021 Art 9.2.3 (Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1)	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	MTD Traitement mécanique	Arrêté préfectoral du 17/12/2021 Art 4.4.12	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	MTD Traitement mécanique	Arrêté préfectoral du 17/12/2021 Art 9.2.1 (Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.2)	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a et c)	/	Sans objet
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)	/	Sans objet
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	/	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	/	Sans objet
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a relevé 3 non-conformités et propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société GALLOO, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de respecter les prescriptions :

- Art 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2021 (correspondance avec les prescriptions du X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019) ;
- Art 4.4.12 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2021 ;
- Art 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2021 (correspondance avec les prescriptions du III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019) ;

L'Inspection des installations classées formule également 1 fait susceptible de suites administratives pour lesquels il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant dans un délai de 30 jours, pour pouvoir, soit statuer sur la conformité de ses installations, soit lever la non-conformité relevée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MTD Générique -Inventaire des flux d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 article III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; 2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; c) Les données relatives à la biodégradabilité ; 3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
<b>Constats :</b> Les activités menées sur site sont les suivantes : - le broyage de métaux ferreux et d'alliages de résidus métalliques ferreux, broyeur de capacité moyenne de 50 t/h ; - la dépollution, le démontage et le broyage des véhicules hors d'usages (VHU) ; - la dépollution et le broyage de déchets d'équipements électriques (DEEE) de type « gros blanc hors froid », tels que machines à laver, cumulus... ; - la collecte, le tri, le stockage et le broyage de métaux ferreux et non ferreux (aluminium, cuivre, zinc, inox, plomb, ...) ; L'exploitant a présenté différents documents permettant de caractériser les déchets à traiter. Les documents présentés permettent de répondre au premier point de la prescription contrôlée (procédure d'acceptation de déchets en date du 14/03/2023, fiches de consigne sur la séparation des déchets, fiches de poste, procédures de traitement...). Néanmoins ces informations ne sont pas intégrées dans un document spécifique ce qui ne facilite pas leurs appropriations.  Concernant les points 2 et 3 de l'inventaire prévu par l'arrêté ministériel sur les effluents aqueux et gazeux, aucune information synthétique n'est présentée. Il n'est pas possible, dans une première approche de bénéficier d'une information sur les caractéristiques des effluents et sur la pertinence de la surveillance.

<p>L'inventaire présenté par l'exploitant (repris du dossier de réexamen de février 2020) se positionne sur la non pertinence de certaines substances sans justification autre que « <i>substance non pertinente et non susceptibles d'être présente dans les rejets</i> » (par exemple effluents aqueux : PFOA et PFOS, effluents gazeux : Retardateur de flamme bromés).</p> <p>L'inventaire présenté n'est pas conforme à l'inventaire décrit et attendu par le III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets. Ce constat n'engage pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide. L'inspection classe ce constat en constat susceptible de suites.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant transmettra un inventaire exhaustif contenant l'ensemble des informations réglementaires requises.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : MTD Générique Séparation des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a et c)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a)</p> <p>Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p> <p>c)</p> <p>Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;</li> <li>- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;</li> <li>- la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;</li> <li>- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;</li> <li>- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant pour encadrer la gestion et le stockage a mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une procédure d'acceptation préalable des déchets ;</li> <li>- une procédure d'admission des déchets lors de leur arrivée sur site ;</li> <li>- un plan d'affectation des stockages et équipements.</li> </ul> <p>Les apports des particuliers se font sur une zone dédiée en présence d'un opérateur qui vérifie le caractère admissible des déchets apportés.</p> <p>Au niveau des déchets DEEE réceptionnés, ne sont admis sur site que l'électroménager type « Gros blanc hors froid » de type machine à laver, cumulus, sèche linge, gazinière...</p> <p>Les électroménagers susceptibles de contenir des fluides frigorigènes sont systématiquement écartés (électroménager avec pompe à chaleur notamment...).</p> <p>La chaîne de tri manuel DEEE permet l'enlèvement des composants électroniques type condensateur ainsi que le retrait des câblages...</p> <p>Une procédure spécifique à la prise en charge des DEEE a été présentée.</p>

<p>Au niveau du broyeur un tri mécanique préalable au broyage est réalisé par le grutier, pour isoler les déchets dangereux interdits ainsi que les déchets imbroyables.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater la séparation des déchets de catégorie différente (entrepôts distincts selon les catégories de déchets et selon l'opération réalisée, tri effectué ou non).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : MTD Générique Optimisation des lieux de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ;</li> <li>- lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'implantation du site se situe en zone industrielle de la renaissance (commune Aniche et Somain).</p> <p>L'exploitant indique que l'habitation voisine est occupée par le gardien du site et se situe en bordure Est du site à environ 70 m des premiers stockages et 200 m du broyeur.</p> <p>Une habitation, propriété de la société, est également implantée à l'Ouest du site à environ 80 m des premiers stockages et 250 m du broyeur.</p> <p>Le broyeur est implanté au Nord du site sur la zone du périmètre qui est la plus éloignée.</p> <p>L'implantation est conforme au plan connu de l'administration.</p> <p>L'inspection a également pu constater que les zones d'entreposage sont organisées de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets (entreposage en attente de broyage et après broyage à proximité des outils de broyage).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : MTD Générique Capacité de stockage appropriée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;</li> <li>- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;</li> <li>- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les capacités de stockage sont les suivantes :



<ul style="list-style-type: none"> <li>- 35 000 m<sup>2</sup> pour les métaux ferreux ;</li> <li>- 3 200 m<sup>2</sup> pour les VHU ;</li> <li>- 980 m<sup>3</sup> pour les DEEE ;</li> <li>- 400 m<sup>2</sup> pour les déchets non dangereux ;</li> <li>- 300 tonnes de déchets dangereux ;</li> <li>- 900 m<sup>3</sup> pour les pneumatiques usagés.</li> </ul> <p>Un état des stocks mensuel a été présenté qui précise la nature des déchets stockés ainsi que leurs quantités.</p> <p>Un document reprenant les temps de séjour a été présenté, la durée moyenne de présence sur site est de 28 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : MTD Générique Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses</li> <li>b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité</li> <li>c) Prévention de la corrosion</li> <li>d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses</li> <li>e) Humidification</li> <li>f) Maintenance</li> <li>g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets</li> <li>h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les rejets canalisés sont issus de 2 installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le broyeur dédié au broyage de VHU et autres ferrailles, équipé d'un cyclone et d'un laveur venturi ;</li> <li>- le trieur dédié au tri des matières à l'issue du broyage équipé d'un filtre à manche.</li> </ul> <p>Les rejets diffus sont liés au stockage, à la manutention et à la circulation des véhicules sur le site. Concernant les rejets diffus, l'exploitant indique que les voies de circulation et les zones de stockages sont toutes viabilisées en chaussée béton.</p> <p>Un balayage régulier des voies de circulation est effectué (courant en fin de poste, approfondi de manière mensuelle).</p> <p>Un nettoyage par camion rotoluve et arrosage est également réalisé sur les périodes sèches.</p> <p>Les zones de stockages susceptibles d'être sujettes à l'envol (stockage Fluff et mousse) sont sous abris et équipées d'un système de brumisation.</p> <p>Les fiches de postes présentées reprennent les consignes de nettoyage appliquées sur le site.</p> <p>L'exploitant a transmis en 2018 une étude technico-économique de réduction des émissions de poussières. Ces éléments ont été retranscrits dans l'arrêté complémentaire du 17/12/2021 et sont mis en œuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : MTD Générique Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, consommation eau et réduction rejets eaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :

- a) Optimisation de la consommation d'eau
- b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites
- c) Séparation des flux d'eaux
- d) Remise en circulation de l'eau
- e) Surface imperméable
- f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs
- g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets
- h) Infrastructure de drainage appropriée
- i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement

**Constats :** Suite aux visites réalisées sur site en 2022 après la prise de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/12/2021, il avait été constaté l'absence de séparation des flux d'eaux : eaux pluviales susceptibles d'être polluées (point de rejet 3) et eaux pluviales de toiture (point de rejet 2).

L'exploitant souhaite modifier les conditions de rejets du point 2 initialement prévues dans l'arrêté préfectoral du 17/12/2021 en procédant à de la récupération / infiltration des eaux pluviales de toiture pour le point de rejet 2. Un porter à connaissance de mars 2023 sur ce sujet est en cours d'instruction.

a.

La consommation en 2021 était de 4582 m<sup>3</sup>.

La consommation en 2022 était de 4662 m<sup>3</sup>.

Une étude a été menée pour procéder à la récupération les eaux de pluie du bâtiment administratif pour une surface de toiture de 1500 m<sup>2</sup>(cf porter à connaissance mars 2023 séparation point de rejet n°2).

b.

Un relevé hebdomadaire de la consommation en eau est réalisé.

c.

La collecte des eaux pluviales sur la partie exploitation s'effectue de la manière suivante :

- en fonctionnement normal vers un bassin tampon de 200 m<sup>3</sup> (volume utile) installé en amont du déshuileur-débourbeur puis rejet vers le réseau d'assainissement.
- en cas d'incident une vanne permet de diriger vers le bassin de rétention de 830m<sup>3</sup> permet de recueillir des eaux d'extinction d'incendie.

Une étude a été menée pour procéder à la récupération les eaux de pluie du bâtiment administratif pour une surface de toiture de 1500 m<sup>2</sup> (cf porter à connaissance mars 2023 séparation point de rejet n°2).

d.

Une étude a été menée pour procéder à la récupération les eaux de pluie du bâtiment administratif pour une surface de toiture de 1500 m<sup>2</sup> (cf porter à connaissance mars 2023 séparation point de rejet n°2).

e.

L'ensemble des plateformes du site est étanche (dalle béton).

<p>f. Les cuves et conteneurs sont sur rétention. Un bassin de rétention de 830m<sup>3</sup> permet de recueillir les eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>g. La zone de dépollution VHU est couverte. Les stockages de matières issus de broyage type « FLUF » et "RBA" sont couvertes.</p> <p>h. cf point c. Une zone d'infiltration va être mise en place (porter à connaissance mars 2023).</p> <p>i. cf point c. Bassin de confinement et de tamponnement des eaux pluviales et eaux d'extinction présent sur site (volume total disponible sur site de 1206 m<sup>3</sup>, bassins et réseaux en charge, porter à connaissance en novembre 2017 risque incendie).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : MTD Générique Fréquence de surveillance et VLE eaux communes à tous les traitements**

**Référence réglementaire :** Art 9.2.3 Arrêté préfectoral du 17/12/2021 / Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence de surveillance VLE eaux communes à tous les traitements

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Constats VI du 30/06/22 et 07/10/222

**Prescription contrôlée :**

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'[article R. 181-39 du code de l'environnement](#).

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'[article R. 181-39 du code de l'environnement](#).

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'[article D. 211-10 du code de l'environnement](#), la valeur limite d'émission est 125

mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'[article R. 181-39 du code de l'environnement](#).

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	semestrielle
PFOS	semestrielle

(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

#### Constats :

L'arrêté préfectoral du 17/12/2021 pris à la suite de l'instruction du dossier de réexamen prescrit aux articles 4.4.12 et 9.2.3 les valeurs limites et fréquence de surveillance des rejets aqueux reprises dans le tableau ci après :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence d'autosurveillance
MES	250	mensuelle
DCO	400	mensuelle
Hydrocarbures totaux	5	mensuelle
plomb	0,3	mensuelle
nickel	0,5	mensuelle
cuivre	0,5	mensuelle
chrome	0,15	mensuelle
zinc	2	mensuelle
cadmium	0,05	mensuelle
mercure	0,005	mensuelle
cyanures libres	0,1	mensuelle
manganèse	1	mensuelle
Fer, aluminium et ses composés	5	mensuelle
Indice phénol	0,2	mensuelle
AOX	1	mensuelle
arsenic	0.05	mensuelle

<p>L'arrêté ministériel du 17/12/2019 dispose dans son annexe 3.1 au point X que « lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par (1-taux d'abattement) de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R.181-39 du code de l'environnement ». Concernant les MES et la DCO, l'exploitant avait demandé en 2015 de modifier les VLE conformément aux valeurs reprises dans la convention de rejet à savoir respectivement 250 mg/L et 400 mg/L.</p> <p>Les taux d'abattement de la STEP de Somain communiqués pour les années de 2017 à 2020 montrent que les VLE imposées en sortie de site sont compatibles avec le traitement réalisé par la STEP.</p> <p><b>L'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019 demeurant applicable, l'exploitant doit en outre justifier que les paramètres PFOA et PFOS ne sont pas pertinents pour son flux d'effluents aqueux via l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019.</b></p> <p><b>Le programme d'autosurveillance ne respecte pas celui imposé par l'arrêté préfectoral du 17/12/2021 ni a fortiori les prescriptions de l'arrêté ministériel MTD WT.</b></p> <p><b>Ainsi pour l'année 2023 aucune mesure, hormis les contrôles inopinés diligentés par l'inspection des installations classées, n'a été réalisée. Ces constats avaient déjà été réalisés en 2022 (visites d'inspection du 30/06/2022 et du 07/10/2022, rapports référencés VH/V2.2022.204 et VH/V2.2022.289) et avaient fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les épisodes de sécheresse et les travaux réalisés pour la mise en place d'un point de prélèvement avaient perturbé la réalisation du programme de surveillance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Observation :</b> l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation est désormais applicable au site et impose une surveillance de ces substances.
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 :** MTD Traitement mécanique VLE applicables aux installations de traitement mécanique effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Art 4.4.12 Arrêté préfectoral du 17/12/2021 / Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement mécanique effluents aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Constats VI du 30/06/22 et 07/10/222
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets : <b>Art 4.4.12 Arrêté préfectoral du 17/12/2021</b>

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence d'autosurveillance
MES	250	mensuelle
DCO	400	mensuelle
Hydrocarbures totaux	5	mensuelle
plomb	0,3	mensuelle
nickel	0,5	mensuelle
cuivre	0,5	mensuelle
chrome	0,15	mensuelle
zinc	2	mensuelle
cadmium	0,05	mensuelle
mercure	0,005	mensuelle
cyanures libres	0,1	mensuelle
manganèse	1	mensuelle
Fer, aluminium et ses composés	5	mensuelle
Indice phénol	0,2	mensuelle
AOX	1	mensuelle
arsenic	0.05	mensuelle

**Art III Annexe 3.2 Arrêté Ministériel du 17/12/2019**

Traitement	Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Indice hydrocarbure	10 mg/L	mensuelle
	Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L (5) Cr : 0,15 mg/L (6) Cu : 0,5 mg/L (7) Pb : 0,3 mg/L (8) Ni : 0,5 mg/L (9) Zn : 2 mg/L	mensuelle
	Mercure (Hg) (4)	5 µg/L	mensuelle
Traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	Indice hydrocarbure	10 mg/L	mensuelle
	Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L (5) Cr : 0,15 mg/L (6) Cu : 0,5 mg/L (7) Pb : 0,1 mg/L (8) Ni : 0,5 mg/L (9) Zn : 1 mg/L	mensuelle
	Mercure (Hg) (4)	5 µg/L	mensuelle

- (1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station.
- (2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.
- (3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.
- (4) Les valeurs limites et la surveillance ne sont applicables que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.
- (5) Pour les installations également classées sous la rubrique 2790, la valeur limite d'émission est 25 µg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 25 µg/L et 0,05 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.
- (6) Pour les installations également classées sous la rubrique 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,1 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,1 mg/L et 0,15 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.
- (7) Pour les installations également classées sous la rubrique 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,25 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,25 mg/L et 0,5 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.
- (8) Pour les installations également classées sous la rubrique 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,1 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,1 mg/L et 0,3 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.
- (9) Pour les installations également classées sous la rubrique 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,2 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,2 mg/L et 0,5 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

**Constats :** Concernant les effluents aqueux :

En matière de rejet aqueux, les articles 4.4.12 et 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2021 pris à la suite de l'instruction du dossier de réexamen, reprennent les valeurs limite et les fréquences de surveillance du III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019 pour ce qui concerne le traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques.

**Le programme d'autosurveillance ne respecte pas celui imposé par l'arrêté préfectoral du 17/12/2021 ni a fortiori les prescriptions de l'arrêté ministériel MTD WT. Ainsi pour l'année 2023 aucune mesure, hormis les contrôles inopinés diligentés par l'inspection des installations classées n'a été réalisée. Des constats similaires avaient déjà été réalisés en 2022.**

L'exploitant a indiqué que les épisodes de sécheresse et les travaux réalisés pour la mise en place d'un point de prélèvement avaient perturbé la réalisation du programme de surveillance.

Les mesures réalisées durant les contrôles inopinés menés sur l'année 2023 indiquent les résultats non conformes suivants :

rapport relatif au CI point de rejet n°3 du 10/03/23 :

- Hydrocarbures de 7,75 mg/l ;
- Fer aluminium et ses composés 13,34 mg/l ;

rapport relatif au CI point de rejet n°3 du 10/05/23 :

- Hydrocarbures de 7 mg/l ;
- Fer aluminium et ses composés 13,9 mg/l ;

**Les constats de non réalisation de la surveillance et de dépassement des VLE imposées avaient déjà été relevés durant les visites d'inspection du 30/06/2022 et du 07/10/2022 (rapports référencés VH/V2.2022.204 et VH/V2.2022.289) et avaient fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

Il est relevé que la VLE imposée sur le paramètre HCT imposée par l'arrêté préfectoral du 17/12/2021 est plus stricte que celle imposée par l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 :** MTD Traitement mécanique VLE applicables aux installations de traitement mécanique effluent gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Art 9.2.1 Arrêté préfectoral du 17/12/2021 Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement mécanique effluent gazeux			
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets : <b>Art III Annexe 3.2 Arrêté Ministériel du 17/12/2019</b>			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5 mg/Nm3 ou 10 mg/Nm3 lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Retardateurs de flamme bromés (1)	/	annuelle
	PCB de type dioxine (1)	/	annuelle
	Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)	/	annuelle
	PCDD/F (1)	/	annuelle
	COVT	/	semestrielle
Traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	CFC	10 mg/Nm3	semestrielle
	COVT	15 mg/Nm3	semestrielle
Traitement mécanique des déchets à valeur calorifique	COVT (1)	30 mg/Nm3	semestrielle
Traitement des DEEE contenant du mercure	Hg	5 µg/Nm3	trimestrielle
(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.			
<b>Art 3.2.3 et Art 9.2.1 Arrêté préfectoral du 17/12/2021</b>			



Paramètre	Conduit n°1		Conduit n°2		
	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en g/h	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en g/h	
Poussières	10	750	5	75	semestrielle
PCB de type dioxines <sup>(4)</sup>	/	/	/	/	annuelle
Retardateurs de flamme bromés <sup>(4)</sup>	/	/	/	/	annuelle
PCDD/F <sup>(4)</sup>					
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V) <sup>(4)</sup>	/	/	/	/	annuelle
CFC <sup>(1)</sup>	10	750	/	/	semestrielle
COVT <sup>(2)</sup>	15	1125	/	/	semestrielle
Hg <sup>(3)</sup>	0,01	0,38	/	/	trimestrielle

- (1) : Ces paramètres ne sont à analyser si les DEEE à broyer dans le broyeur VHU contiennent des FCV [(hydro)fluorocarbones volatils : COV composés d'hydrocarbures entièrement ou partiellement fluorés, en particulier de chlorofluorocarbones (CFC), d'hydrochlorofluorocarbones (HCFC) et d'hydrofluorocarbones (HFC)] ou des HCV [hydrocarbures volatils : COV exclusivement constitués d'hydrogène et de carbone (par exemple, éthane, propane, isobutane, cyclopentane)].
- (2) : Ces Vle ne sont applicables que si les DEEE à broyer dans le broyeur VHU contiennent des FCV ou des HCV. Néanmoins, la surveillance du COVT est à réaliser dans tous les cas.
- (3) : Ce paramètre n'est à analyser que si les DEEE à broyer dans le broyeur VHU contiennent du Hg.
- (4) : Ces paramètres peuvent ne pas être analysés lorsque les substances n'ont pas été jugées pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

#### **Constats : Concernant les effluents gazeux :**

En matière de rejet gazeux, les articles 3.2.3 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2021 pris à la suite de l'instruction du dossier de réexamen, reprennent les valeurs limite et les fréquences de surveillance du III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019.

Les campagnes d'autosurveillance des rejets air (hors contrôle inopiné du 22/07/2022) ont été réalisées le 17/02/2022 et le 27/03/2023.

**Il apparaît que la fréquence de surveillance sur certains paramètres (poussières et COVT) n'est pas respectée.**

Durant le contrôle inopiné du 22/07/2022, le paramètre COVT avait été relevé comme non conforme (mesure à 38,5 mg eqC/m<sup>3</sup> contre une VLE à 15 mg eqC / m<sup>3</sup>).

L'exploitant indique qu'aucune matière passant au broyeur n'est susceptible de contenir des FCV ou des HCV. Ce point est confirmé par les constats réalisés durant l'inspection et les procédures consultées (cf point de contrôle n°2).

Indépendamment des matières broyées la surveillance est néanmoins à réaliser sur le paramètre COVT même si aucune VLE n'est de ce fait imposée.

**L'inspection rappelle néanmoins que pour la surveillance de certains paramètres (par exemple , Hg, retardateurs de flamme bromés, PCB de type dioxine...), l'exploitant doit pouvoir justifier que ces paramètres ne sont pas pertinents pour son flux d'effluents gazeux via l'inventaire décrit au**

<b>III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019 (cf Point de contrôle n°1 ).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois